



Table de concertation
en violence conjugale
de Montréal

RAPPORT ANNUEL 2014-2015



Ce document présente le rapport d'activités 2014-2015 de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM).

Une production de :

Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM)

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 205

Montréal (Québec) H2Y 1E6

Téléphone : (514) 396-2612

Télécopieur : (514) 396-2200

www.tcvcm.ca

© Table de concertation en violence conjugale de Montréal

La reproduction ou le téléchargement est autorisé pour une utilisation personnelle ou publique à des fins non commerciales, à la condition d'en mentionner la source. Ce document est disponible en format papier ou électronique : info@tcvcm.ca

« La concertation est un processus collectif de coordination basé sur une mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes ou d'enjeux spécifiques afin de convenir d'objectifs communs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats. (...) Il n'est pas requis, ni même souhaitable que tous soient d'accord sur tout. L'important c'est la qualité de la démocratie délibérative qui permet que les questions soient débattues sur le fond et que chacun s'exprime. »

Bourque, Denis (2008). *Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés*, PUQ, 150 p.

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE



C'est avec fierté que je dépose le rapport d'activités 2014-2015 de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM).

Forte de ses 28 ans d'existence, la Table a poursuivi son rôle d'acteur de premier plan sur la scène montréalaise et québécoise. Plus que jamais, cette notoriété résulte de la volonté de ses membres et partenaires de s'investir, partager, s'informer, collaborer et travailler ensemble vers un objectif commun.

En 2014-2015, dans un contexte de transformation majeure des services de santé et services sociaux (loi 10), avec ses nombreux effets sur la réalité des organismes membres, la Table a su relever le défi de mener à bien plusieurs dossiers d'importance.

Ainsi, le rapport final *Portrait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de Montréal* a été complété et déposé. Ce projet, né de la volonté des membres de mieux connaître les ressources dédiées à la lutte contre ce fléau et d'améliorer la visibilité des services offerts, revêt une importance cruciale pour la Table et ses membres.

La Table a poursuivi les travaux d'implantation et d'application du *Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale (PCI-EEVC)*. Les principales réalisations du projet ont été : la création d'un Plan d'action pour un déploiement autonome du Protocole; la compilation, la mise à niveau et la mise en ligne de la boîte à outils pour les intervenantes; l'ébauche d'un bottin de répondants; la diffusion de bulletins de liaison ainsi que l'accompagnement des comités sous-régionaux.

De plus, une consultation auprès des membres et partenaires et le travail continu d'un comité ont permis de définir les orientations stratégiques 2015-2018 de la TCVCM.

Cette année aura permis à la Table de consolider ses opérations et d'envisager de nouveaux projets. Je tiens à remercier tous les membres pour leur contribution ainsi que pour la confiance qu'ils m'ont accordée en tant que présidente. Je salue également l'engagement et le professionnalisme de notre dynamique équipe : Patricia Gagné, coordonnatrice, Nadia Lopez, agente de développement et Jessica Gosselin, agente de projet jusqu'en décembre 2014.

En guise de conclusion, permettez-moi de citer ce passage du rapport *Portrait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de Montréal*, rédigé par Jessica Gosselin, chargée de projet :

La violence conjugale, malgré les efforts soutenus déployés par les acteurs œuvrant à diminuer son incidence et à gérer les conséquences dramatiques qu'elle génère, continue de demander des investissements substantiels et une collaboration efficiente entre les ressources qui y sont consacrées.

À ce titre, la Table continuera d'œuvrer comme un vecteur de collaboration et de diffusion. Espérons que sa contribution portera ses fruits et qu'outillés, les organismes pourront poursuivre leur mission et assurer aux victimes ainsi qu'aux personnes touchées par cet enjeu des services toujours mieux adaptés à leurs besoins, en qualité et en nombre.

Me Gaétane Martel, présidente

TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	3
RAPPEL DU PLAN D'ACTION 2014-2015	5
NOS RÉALISATIONS EN 2014-2015	6
PORTRAIT DES SERVICES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SUR LE TERRITOIRE DE MONTRÉAL - RAPPORT FINAL	6
PROJET CONCERTATION ET MOBILISATION RÉGIONALES AUTOUR DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE.....	8
PARTENARIATS ET REPRÉSENTATION.....	13
Collaborations avec le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)	13
Représentation au comité de supervision des droits d'accès (SDA)	14
PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	15
RÉVISION DES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.....	16
ÉCHANGES ET DISCUSSIONS ENTRE LES MEMBRES LORS DES RENCONTRES DES INSTANCES	17
LA FORCE HUMAINE –LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE DE LA TCVCM	18

RAPPEL DU PLAN D'ACTION 2014-2015

Les principales réalisations de la Table en 2014-2015 découlent des priorités du plan d'action adopté par l'assemblée générale des membres en juin 2014, soit :

- Poursuivre le projet *Concertation et mobilisation régionales autour des enfants exposés à la violence conjugale* par l'application du *Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale* et le suivi des recommandations issues du diagnostic, en collaboration avec l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.
- Poursuivre le projet *Portrait et analyse de l'offre et de l'articulation des services en violence conjugale à Montréal*.
- Poursuivre les partenariats avec le CRI-VIFF, les projets Trajetvi et Cellule tribunaux spécialisés et notre représentation au sein du comité « supervision des droits d'accès » de l'ASSS de Montréal.
- Entamer un processus de planification stratégique qui mènera à l'élaboration d'un plan d'action 2015-2018.
- Amorcer la révision des règlements généraux afin d'assurer une représentativité actualisée des acteurs en violence conjugale à Montréal et ainsi statuer sur les rôles et responsabilités de chaque instance (assemblée des membres, CA, Comité de coordination) via une politique de gouvernance.

NOS RÉALISATIONS EN 2014-2015

PORTRAIT DES SERVICES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SUR LE TERRITOIRE DE MONTRÉAL

Jessica Gosselin, chargée de projet

Lancé en avril 2014, le projet *Portrait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de Montréal* est né de la volonté des membres de la TCVCM de mieux connaître les ressources dédiées à la lutte contre ce fléau et d'améliorer la visibilité des services offerts.

Le projet s'est articulé autour de trois concepts centraux : la violence conjugale, les besoins en services en violence conjugale et la concertation.

Dans le souci de poursuivre la tradition de la Table de renforcer la concertation entre les ressources et de faire en sorte que différentes voix trouvent une tribune pour exprimer différents intérêts, le projet a été construit par un comité avisé composé de plusieurs membres de différents secteurs de la Table¹. Ce comité s'est rencontré à quatre reprises entre la fin mai et le mois de novembre 2014.

Financé par le BAVAC², les objectifs du projet étaient les suivants :

- informer les victimes sur les services offerts et les rendre accessibles;
- offrir des références personnalisées;
- promouvoir les services et ressources en violence conjugale.

Le projet a donné lieu à une large consultation qui a mené à la création d'un **répertoire électronique** facile à consulter, via le site Internet de la Table. La base de données créée pour ce portrait permet de repérer les organismes à l'aide de plusieurs champs de recherche, notamment le type d'organisme offrant des ressources, le type de services recherchés et l'âge de la clientèle visée.

Le projet a également permis une **analyse des résultats ainsi que l'émergence des questionnements** qui mériteront une réflexion approfondie.

¹ Me Gaétane Martel, Cour municipale de Montréal; Melpa Kamateros, directrice générale, Le Bouclier d'Athéna; Marie-Hélène Blanc, directrice générale, Association québécoise Plaidoyer- Victimes; Jenny Charest, directrice générale du CAVAC Montréal, Sonia Dionne, directrice générale, Le Parados (remplacée en cours de mandat par Sylvie Bourque, directrice générale, Interval-1175); Marie-Marthe Cousineau, chercheure au CRI-VIFF, Trajetvi; Patricia Gagné, coordonnatrice de la TCVCM, Jessica Gosselin, professionnelle de recherche et chargée de projet à la TCVCM.

² Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels.

Voici certains enjeux importants qui devraient faire l'objet de prochaines études.

- L'adaptation des services aux clientèles ayant des besoins particuliers donne lieu à deux visions divergentes : l'une prônant une adaptation spécifique, l'autre considérant que les services devaient être envisagés de manière inclusive.
- Les services spécifiques et les besoins présentés par les hommes se sont avérés difficilement identifiables, notamment en raison d'une confusion induite par la vaste terminologie utilisée lorsque vient l'heure de s'intéresser aux enjeux les concernant.
- Il serait en outre intéressant d'explorer davantage les possibilités offertes par des organismes qui, bien que n'ayant pas de mission ou de services spécifiques relatifs à la violence conjugale, offrent des ressources qui répondent à des besoins de personnes touchées par cet enjeu. Les services d'informations juridiques en sont un exemple intéressant.
- Les services externes offerts par les maisons d'hébergement et autres ressources spécifiques relatives à la violence conjugale ont été difficiles à catégoriser en plus d'être l'objet de nombreuses discussions. Un exercice de qualification permettrait de mieux cerner cette catégorie de services de manière à lui donner davantage de visibilité. De plus, des services externes sont offerts à une clientèle autre que celle des maisons d'hébergement. Ces femmes peuvent être référées par des services sociaux mais pas nécessairement dans une situation d'urgence, et les services sont toujours offerts sur rendez-vous.
- Enfin, les résultats obtenus par la collecte de données auprès des ressources institutionnelles n'ont pas permis de connaître de manière précise quels étaient les services offerts, au-delà des politiques et énoncés généraux. Beaucoup plus de temps et de ressources auraient été nécessaires pour avoir un portrait plus complet et juste de la situation. Ainsi, il pourrait être opportun de consacrer une étude entière sur ces ressources précises.

PROJET CONCERTATION ET MOBILISATION RÉGIONALES AUTOUR DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE

Nadia Lopez, agente de développement



LES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, UNE PRIORITÉ D'ACTION POUR LA TCVCM

En 2014, avec l'appui financier de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, la Table a conclu le projet *Concertation et mobilisation régionales autour des enfants exposés à la violence conjugale*.

Ce projet avait pour objectif de soutenir l'implantation et l'application adéquate du *Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale (PCI-EEVC)*.

Les principales réalisations du projet ont été :

La mise en place du Plan d'action pour un déploiement autonome du Protocole.

L'ébauche d'un bottin de répondants pour le Protocole.

La création et la diffusion de deux bulletins de liaison sur le Protocole.

La mise à jour de la boîte à outils pour les intervenants et intervenantes avec l'appui de Côté Cour.

L'analyse des besoins de formation au niveau clinique pour les intervenants et intervenantes.

L'accompagnement des comités sous-régionaux de déploiement du Protocole des territoires Nord, Sud et Est et du Comité de suivi.

Projet *Intervention concertée autour des enfants exposés à la violence conjugale*

En janvier 2015, la Table a obtenu un nouvel appui financier de l'Agence de Montréal pour développer le projet *Intervention concertée autour des enfants exposés à la violence conjugale*. Ce projet, qui s'échelonne jusqu'au 31 mars 2016, a comme objectif la mise en application du Plan d'action pour assurer le déploiement autonome et simplifié du Protocole.

Les résultats du diagnostic sur l'état du déploiement du Protocole ont conduit le Comité de suivi à établir un plan d'action pour assurer un déploiement autonome et simplifié de cet important instrument de collaboration.

Étant donné le retrait de l'Agence de la santé et des services sociaux du dossier, le Comité de suivi a dû prendre certaines décisions relatives aux travaux des comités afin d'assurer la pérennité et la réussite de la concertation :

- un déploiement axé sur les rencontres cliniques;
- la production active d'outils pour les intervenants;
- le transfert de mandat à la TCVCM à compter du 1^{er} avril 2015.

Accompagnement au Comité de suivi et aux comités sous-régionaux

Entre juin 2014 et mai 2015, la Table a accompagné le Comité de suivi et les comités sous-régionaux dans leur mission de déploiement du Protocole (17 rencontres). L'équipe s'est occupée de convoquer les réunions, retracer les partenaires démobilisés, faire les suivis, assurer l'animation, planifier les méthodologies d'échange, travailler à la concertation entre les acteurs, systématiser les rencontres, trouver les personnes-ressources et faciliter la communication entre les partenaires.

Les laboratoires cliniques : une alternative novatrice! L'expertise clinique de Côté Cour et celle de concertation de la Table se sont jointes pour proposer une nouvelle méthode d'échanges cliniques. La méthode consiste à trouver des solutions à des difficultés rencontrées par les partenaires, à travers une technique de visualisation des résultats qui favorise la participation et assure un encadrement des échanges. Les vignettes cliniques sont préparées par l'équipe de Côté Cour et la TCVCM, et les résultats sont documentés afin de pouvoir orienter sur les bonnes pratiques. La technique a été mise en application par deux comités sous-régionaux.

Le Comité Est a consacré ses rencontres 2014-2015 à la réalisation des laboratoires cliniques. Le groupe a travaillé sur des cas complexes rencontrés par les partenaires, dont de multiples variables entraînent en jeu pour l'intervention. Des opportunités de collaboration ont été identifiées et des apprentissages sur des pratiques prometteuses ont été mis en lumière par les intervenantes du secteur Est.

Le Comité Nord a centré ses efforts sur la création d'une formation conjointe sur les enfants exposés à la violence conjugale, afin de répondre aux besoins de formation des intervenants dans le territoire. La formation sera constituée de quatre chapitres dont les contenus sont en construction : a) les définitions de violence conjugale et leurs spécificités; b) les enfants exposés à la violence conjugale; c) les conséquences sur la mère, le père et les enfants; d) les besoins d'intervention.

Le Comité Sud a consacré une partie de ses rencontres aux laboratoires cliniques et une autre partie à des ateliers de coconstruction, afin d'apporter des pistes de solution aux questions les plus courantes qui interpellent les intervenants dans leur travail de tous les jours.

Le Comité Ouest a été réuni pour l'informer des décisions prises par le Comité de suivi. Étant donné que ce comité était démobilisé et qu'une nouvelle structure s'annonce pour le déploiement du Protocole, le comité ne sera pas réactivé. Suite à la rencontre, les acteurs du comité se sont mis en action et ont intégré la Table de concertation en violence conjugale et familiale du sud-ouest de Montréal. Cette Table a décidé d'inclure dans son agenda un point statutaire concernant le Protocole. Le Centre Jeunesse du secteur s'est joint à cette Table pour assurer la continuité du réseautage.

Des liens de plus en plus étroits avec les Tables locales de concertation en violence conjugale

L'équipe de la TCVCM a dressé un portrait des tables de concertation actives, inactives et en constitution à Montréal. Une grande diversité de partenaires, de projets et de méthodes de travail a été constatée. Des collaborations entre la TCVCM et certaines Tables s'amorcent progressivement. Le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale a été présenté à quatre de ces Tables.

Les aide-mémoire, des outils pour faciliter l'accès au PCI-EEVC

Trois versions d'aide-mémoire ont été produites et adressées aux secteurs Côté Cour, Maisons d'hébergement et Organismes pour conjoints ayant des comportements violents. Certains aide-mémoire sont validés, d'autres sont en cours d'approbation. Il s'agit d'un rappel aux signataires sur les besoins de concertation et les opportunités offertes par cette initiative de collaboration. Les versions adressées aux autres signataires se concluront une fois que le processus de réorganisation des institutions sera achevé et que les nouvelles instances répondantes seront claires.

La boîte à outils pour les intervenants et intervenantes maintenant en ligne!

La boîte à outils a été mise à jour et est maintenant disponible en ligne sur le site de la TCVCM. Elle sera mise à jour de manière continue. Il s'agit d'une compilation faite par l'équipe de Côté Cour et de la Table des documents pour outiller les intervenants : des instruments pour répondre aux besoins des enfants, des exercices pratiques à travailler avec eux et des sites Internet d'intérêt pour approfondir les recherches et obtenir les dernières réponses aux questions d'intervention.

Les bulletins de liaison

Deux bulletins (juin et novembre) contenant les informations prioritaires à transmettre aux intervenants dans les territoires ont été conçus et distribués auprès des membres des comités et autres partenaires concernés du réseau.

Participation aux formations

L'équipe de la Table a participé au colloque *Les enfants exposés à la violence conjugale, conversations internationales*, tenu les 9 et 10 avril 2015 par l'Université d'Ottawa. Ce fut l'occasion de connaître les dernières approches développées et les réflexions de pointe sur le sujet. Les membres des comités à Montréal ont été informés sur les contenus du colloque.

L'équipe a aussi eu l'occasion de participer à d'autres formations sur des sujets tels que les violences basées sur l'honneur, les méthodes d'animation innovatrices, les risques liés à l'informatique en contexte de violence conjugale, et ce, toujours avec l'objectif d'alimenter les discussions et les réflexions autour des enfants exposés.

Personnes rejointes

Le projet a rejoint environ 60 acteurs, intervenants responsables d'accompagner les enfants exposés à la violence conjugale. Pour le diagnostic, 126 personnes ont été consultées.

Partenaires impliqués



Retombées observées



Les comités travaillent activement en quête de solutions pour les enfants exposés à la violence conjugale.



Les outils pour les intervenants et intervenantes se multiplient.



Des nouvelles alternatives de partenariat s'amorcent.



Une sensibilisation sur le besoin de continuer les efforts de déploiement est observée.



Un éclairage de la situation du déploiement s'est produit et des alternatives de solution sont en train de se mettre en application.



Les discussions cliniques ont augmenté au sein des comités et les échanges ont permis d'identifier des bonnes pratiques et des actions en complémentarité.

PARTENARIATS ET REPRÉSENTATION

Collaborations avec le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)

La coordonnatrice de la Table a siégé au Comité pour l'avenir du CRI-VIFF, formé pour entreprendre une réflexion stratégique. Elle fait également partie du Comité directeur de l'Équipe violence conjugale.

Recherche-action dans l'Axe 2 du concours d'Action concertée du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) et le ministère de la Santé et des Services sociaux

La Table collabore depuis plusieurs années avec le CRI-VIFF et les chercheuses responsables du projet d'Action concerté (Geneviève Lessard et Chantal Lavergne). La TCVCM a appuyé le projet d'Action concertée - Axe 2 : *Maternité et paternité en contexte de violence conjugale : problématiques associées et enjeux de concertation*, pour lequel une demande de financement a été déposée au FRQSC/MSSS en décembre 2014.

De nouvelles opportunités de financement sont ensuite apparues, particulièrement du côté de Condition féminine Canada, dans le cadre de l'appel de projets *Travaillons en partenariat pour éliminer la violence faite aux femmes et aux filles au Canada*. Pour ce concours, seuls les organismes communautaires incorporés pouvaient présenter des projets. La Table s'est portée volontaire pour le piloter, toujours en collaboration avec le CRI-VIFF et les autres organismes partenaires. Ce projet visera à développer le volet 2 du projet initial, soit le développement des pratiques de concertation et d'intervention en violence conjugale.

Trajetvi

Trajetvi est un projet qui s'inscrit dans la programmation du CRI-VIFF. Il porte sur un enjeu majeur en violence conjugale : l'adéquation entre les services disponibles pour les femmes victimes de violence conjugale et les besoins spécifiques de groupes particuliers de femmes en contextes de vulnérabilité.

La Table participe activement aux travaux de la *Cellule trajectoires de recherche d'aide et de recours aux services* ainsi qu'à ceux du Groupe de recherche et d'analyse sur le traitement sociojudiciaire de la violence conjugale (GRATS). En collaboration avec le GRATS, la Table a tenu sa 2^e journée de réflexion sur les tribunaux spécialisés en violence conjugale, le 13 février 2015.

Représentation au comité de supervision des droits d'accès (SDA)

La Table est membre du Comité de suivi de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Depuis sa mise sur pied en avril 2011, notre représentante, Sonia Dionne, a assisté aux sept rencontres du comité, dont la dernière a eu lieu le 7 octobre 2014.

Le mandat du comité est de :

- documenter l'évolution des services de SDA dans la région métropolitaine;
- identifier les besoins émergents ou les situations problématiques;
- proposer des pistes d'amélioration;
- préciser les mécanismes de communication entre les différents partenaires;
- clarifier les responsabilités respectives des différents partenaires;
- s'assurer de l'efficacité du service.

Un comité ad hoc de la Table s'est constitué afin d'analyser l'état de situation de l'offre de services en SDA sur le territoire de l'île de Montréal. Les membres de ce même comité ont décidé de faire part au Comité interministériel - Services de SDA³ de leurs préoccupations et recommandations concernant l'implantation des services de SDA sur le territoire de l'île de Montréal. La lettre envoyée mettait l'accent sur les points d'amélioration suivants :

- La bonification des communications;
- Une meilleure représentativité des membres qui composent le comité;
- Une hausse de la fréquence des rencontres;
- L'organisation et la qualité des services :
 - Bonifier l'accès aux services et leur promotion;
 - La sécurité doit être assurée;
 - En ce qui concerne l'imputabilité, le processus de plainte pour les parents qui se voient dans l'obligation de fréquenter les services de SDA doit être intelligible et aisé à accomplir.
- Le contenu de la formation offerte aux intervenants et intervenantes des organismes offrant des services de SDA doit être accessible aux membres du Comité de suivi de l'Agence de Montréal.

Suite à la fermeture de l'Agence, il n'y a pas d'autres rencontres prévues. À noter que nous avons appris que ce dossier relève du tout nouveau **Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS)**.

³ Copie conforme aux membres du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

La TCVCM a effectué les travaux permettant de définir ses orientations stratégiques pour la période 2015-2018, telles que présentées à l'assemblée générale des membres 2015.

Les travaux ont débuté par une consultation⁴ qui visait à obtenir les opinions et commentaires des organismes membres ainsi que des partenaires de la Table, sur les points suivants :

- Le bilan de l'action de la Table dans les dernières années
- L'évolution dans l'environnement externe de la Table
- Les forces et limites de la Table et de ses membres
- La mission, la vision et les valeurs de la Table
- Les défis à relever par la Table au cours des prochaines années

Pour mener à bien le processus, un Comité ad hoc issu du CA a été formé. On a également eu recours aux services d'un consultant dont le mandat était de soutenir et outiller la coordonnatrice et les membres du Comité et du CA dans leur démarche, pour mener à terme la réalisation du plan stratégique et des pistes d'action.

La mission, la vision et les valeurs de la Table ont été revisitées :

MISSION

La TCVCM a comme mission de **réunir et de mobiliser** les différents acteurs en travaillant en partenariat et en concertation dans une démarche globale d'analyse, de **prévention** et d'action qui vise la protection des femmes, des enfants, des autres victimes, des personnes plus vulnérables ou ayant des besoins particuliers, et la responsabilisation des personnes agresseuses dans le but de contrer la violence conjugale et ses conséquences.

VISION

Exercer un leadership déterminant vers l'élimination de la violence conjugale.

⁴ Huit organismes membres et sept partenaires ont participé à la consultation.

VALEURS

L'**engagement** de chaque partenaire contribue à l'identification des causes de la problématique de la violence conjugale.

Ceci implique un **respect mutuel** des organismes et des intervenants œuvrant en violence conjugale, tout en reconnaissant l'expertise de chacun et en tenant compte des mandats et des missions qui peuvent différer d'une organisation à l'autre.

Les échanges sont réalisés en démontrant de l'**ouverture** à accueillir la différence des visions, des pratiques et des opinions de chacun.

Le climat est propice au **partage** d'expertise, de connaissances et de bonnes pratiques.

Six grandes orientations stratégiques ont été ciblées pour 2015-2018 :

- ① Définir les enjeux prioritaires sur la problématique de la violence conjugale (information, intervention, protection, etc.).
- ② Prendre en compte les besoins particuliers des groupes.
- ③ Établir une politique de positionnement stratégique au plan politique.
- ④ Améliorer les communications avec les membres, les administrateurs, les partenaires et les sympathisants.
- ⑤ Faciliter la concertation pour une offre de service adaptée à la complexité des besoins.
- ⑥ Améliorer le cadre de gouvernance.

RÉVISION DES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

Une des composantes du plan d'action 2014-2015 et du plan stratégique 2015-2018⁵ est la révision des règlements généraux de la Table.

La Table étant en processus de consolidation, il apparaissait important de revoir les éléments de son cadre de gouvernance. Les principaux éléments relevés à cet effet lors du diagnostic interne sont : la révision des règlements de l'organisme (et par le fait même la révision des rôles et des responsabilités des membres, du conseil d'administration, du comité de coordination et de la coordination), un processus d'accueil des nouveaux membres et administrateurs ainsi que la représentativité des acteurs en violence conjugale à Montréal.

⁵ Orientation stratégique #6 : Améliorer le cadre de gouvernance.

ÉCHANGES ET DISCUSSIONS ENTRE LES MEMBRES LORS DES RENCONTRES DES INSTANCES

Différentes périodes de discussions et d'échanges se sont tenues entre les membres de la Table, et ce, afin d'accentuer le dialogue et de favoriser l'expression d'une diversité de points de vue. Ces échanges ont permis à tous de s'exprimer tant sur les analyses, les pratiques, les projets et les expertises que sur les préoccupations en regard de la problématique de la violence conjugale.

Outre les travaux sur les projets nommés précédemment, plusieurs échanges ont eu lieu sur des sujets tels que :

- La 2^e journée de réflexion sur les tribunaux spécialisés (13 février 2015);
- Les violences liées à l'honneur;
- Le projet de Charte canadienne sur les droits des victimes;
- La loi C489, adoptée le 20 septembre 2014, qui oblige les instances pénitentiaires à répondre aux victimes quand les conditions spéciales de protection ne sont pas respectées, par exemple en lien avec les périmètres;
- La nécessité de relancer le Comité des réalités ethnoculturelles;
- La violence conjugale et les femmes autochtones;
- Le Forum d'orientation de la recherche en violence conjugale;
- L'encadrement de la psychothérapie au Québec : une démarche à revoir (lettre expédiée aux médias et aux principaux ordres professionnels de ce champ);
- Le membership de la Table;
- La réorganisation dans les services de santé et les services sociaux (loi 10) et son effet sur la réalité des organismes membres;
- L'effet de la loi 10 sur la Table.

LA FORCE HUMAINE –LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE DE LA TCVCM

Entre le 1^{er} avril 2014 et le 31 mars 2015, le conseil d'administration de la Table s'est réuni à six reprises et le comité de coordination a tenu huit rencontres.

Personne déléguée et organisme	Participation aux instances ou comités de la Table	Secteur représenté
Madame Lyne Aidans <i>Remplacée par</i> Sophie Tremblay Agent conseiller, adjoint au mandataire corporatif Dossier violence conjugale et intrafamiliale (VCI)	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de coordination - Comité de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale - Comité ad hoc sur la planification stratégique 2015-2018 - Statut d'administratrice 	Sécurité publique
Madame Fatima Anajar Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'administratrice 	Éducation
Madame Anne Aubé Bureau des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de travail sur les tribunaux spécialisés en violence conjugale - Statut d'administratrice 	Justice
Madame Marie-Hélène Blanc Directrice générale <i>Remplacée par</i> Marisa Canuto	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'administratrice - Comité aviseur Portait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de l'île de Montréal <p><i>Absente jusqu'en juin 2015</i></p>	Organismes de défense collective des droits des victimes
Monsieur Stéphane Brière Juge Cour municipale de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'observateur 	Justice
Madame Jenny Charest Directrice générale CAVAC de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Comité ad hoc sur la planification stratégique 2015-2018 - Comité aviseur Portait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de l'île de Montréal - Statut d'administratrice 	Justice
Madame Carolyn Cournoyer Commandant, PDQ 24 Service de police de la ville de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Comité ad hoc sur la planification stratégique 2015-2018 - Statut d'administratrice 	Sécurité publique
Madame Florente Démosthène Conseillère-cadre au partenariat et aux affaires interculturelles Direction générale adjointe Centre Jeunesse de Montréal - Institut Universitaire	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale - Statut d'administratrice 	Santé et services sociaux
Madame Marie-Josée Di Lallo Magistrature de la Cour du Québec Palais de justice de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'observatrice 	Justice

Personne déléguée et organisme	Participation aux instances ou comités de la Table	Secteur représenté
Madame Sonia Dionne Directrice Le Paradis Fédération des maisons pour femmes - Maisons de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de coordination - Déléguée de la Table sur le comité de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, chargé de suivre la mise en œuvre de l'offre de services en SDA à Montréal - Comité ad hoc sur les services de supervision des droits d'accès (2015) - Comité aviseur Portait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de l'île de Montréal - Statut d'administratrice 	Organismes pour femmes violentées Fédération des maisons pour femmes - Maisons de Montréal
Madame France Dupuis Coordonnatrice L'Escale pour Elle, Maisons de l'Île	<ul style="list-style-type: none"> - Comité ad hoc sur la planification stratégique 2015-2018 - Comité ad hoc sur les services de supervision des droits d'accès (2015) - Statut d'administratrice 	Organismes pour femmes violentées - Maisons de l'Île
Madame Marilynne Élément-Baribeau Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale - Statut d'observatrice 	Santé et services sociaux
Madame Andrée Fortin Chercheure CRI-VIFF	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'observatrice 	Formation/recherche
Madame Hélène Hauspied Centre des femmes de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'administratrice 	Organismes pour femmes violentées
Madame Jocelyne Jolin Directrice adjointe S.O.S. Violence conjugale	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'administratrice 	Organismes pour femmes violentées
Madame Melpa Kamateros Directrice générale Le Bouclier d'Athéna, services familiaux	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de coordination - Comité de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale - Comité aviseur Portait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de l'île de Montréal - Statut d'administratrice 	Organismes ethnoculturels
Madame Julia Krane Professeure École de service social – Université Mc Gill	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'administratrice 	Formation/recherche
Madame Élisabeth Laflamme Direction de l'IVAC	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'observatrice 	Justice
Madame Valérie Lapalme Maison des femmes sourdes de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> - Statut d'administratrice 	Organismes intervenants auprès des clientèles ayant des besoins particuliers

Personne déléguée et organisme	Participation aux instances ou comités de la Table	Secteur représenté
Madame Marielle Mailloux Gestionnaire régionale Bureau des services aux victimes Service correctionnel du Canada	- Statut d'administratrice	Sécurité publique
Madame Gaétane Martel Cour municipale de Montréal	- Comité de coordination - Comité de travail sur les tribunaux spécialisés en violence conjugale - Comité aviseur Portait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de l'île de Montréal - Statut d'administratrice	Justice
Madame Nathalie Matteau Coordonnatrice Côté Cour Cour municipale de Montréal	- Comité de coordination - Comité de travail sur les tribunaux spécialisés en violence conjugale - Statut d'administratrice	Santé et services sociaux
Madame Rosa Miranda Coordonnatrice Multi-Femmes	- Comité ad hoc sur les services de supervision des droits d'accès (2015) - Statut d'administratrice	Organismes pour femmes violentées Les Maisons de l'île
Madame Danielle Mongeau Directrice Maison Dalauze	- Comité ad hoc sur les services de supervision des droits d'accès (2015) - Statut d'administratrice	Organismes pour femmes violentées Fédération des maisons pour femmes - Maisons de Montréal
Monsieur Yves C. Nantel Coordonnateur-intervenant Service d'aide aux conjoints (SAC)	- Comité ad hoc sur la planification stratégique 2015-2018 - Statut d'observateur	Organismes pour conjoints violents
Madame Karol O'Brien Coordonnatrice Centre de solidarité lesbienne (CSL)	- Comité de coordination - Statut d'administratrice	Organismes intervenants auprès des clientèles ayant des besoins particuliers
Monsieur André Ostiguy Intervenant Pro-gam inc.	- Statut d'administrateur - Comité de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale	Organismes pour conjoints violents
Madame Marie-Pierre Verdet Conseillère aux partenariats Services correctionnels du Québec, région de Montréal	- Comité de travail sur les tribunaux spécialisés en violence conjugale - Statut d'administratrice	Sécurité publique
Monsieur Brian Voelk Chef évaluation et orientation Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw	- Statut d'administrateur	Santé et services sociaux

L'équipe de la TCVCM	Dossiers principaux
Madame Patricia Gagné Coordonnatrice	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de coordination - Conseil d'administration - Comité de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale - Comité de travail sur les tribunaux spécialisés en violence conjugale - Comité ad hoc sur la planification stratégique - Comité ad hoc sur les services de supervision des droits d'accès (2015) - Comité aviseur Portait des services en matière de violence conjugale sur le territoire de l'île de Montréal
Madame Nadia Lopez Agente de développement	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de suivi et de transition pour le Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale

« Le partenariat renvoie à des pratiques qui engagent les partenaires dans une démarche commune. Il y a ici un projet, un programme majeur à développer. C'est un rapport complémentaire et équitable entre deux parties, différentes par leur nature, leur mission, leurs activités, leurs ressources et leur mode de fonctionnement, fondé sur un respect et une reconnaissance mutuelle des contributions et des parties impliquées dans un rapport d'interdépendance (...). L'objet du partenariat peut être la création commune d'un projet ou d'une ressource. »



« L'action intersectorielle se traduit généralement par des collaborations entre des acteurs mobilisés autour de questions de santé publique et de bien-être. Elle réunit des ressources de divers secteurs d'activités, possédant des mandats complémentaires et des fonctionnements parfois différents, afin de mettre en place un plan d'action global pour résoudre un problème complexe. »

René, J.F. et Gervais, L. (2001). *Les enjeux du partenariat aujourd'hui*, NPS, vol. 14, no 1, 2001, p. 20-30.

